



Bulletin de la Fondation pour la mémoire de la Déportation

Sommaire

1

1942-2012 Il y a soixante-dix ans, l'extermination des Juifs d'Europe entrainé dans une phase décisive « industrielle » et planifiée.

5

Régimes autoritaires et montées du fascisme dans l'entre-deux-guerres (suite)

13

Figures disparues

15

Concours annuel 2010-2011 de la meilleure photographie d'un lieu de mémoire

16

Annonces

Il est des rythmes mémoriels essentiels: rappeler ce qu'a représenté l'année 1942 dans le processus d'extermination des Juifs d'Europe par le III^e Reich et ses prolongements en France cette année-là constitue un impératif moral autant qu'historique et mémoriel. Tel est le but de l'évocation qui suit.

1942-2012

Il y a soixante-dix ans, l'extermination des Juifs d'Europe entrainé dans une phase décisive « industrielle » et planifiée

Dans un discours prononcé devant le Reichstag le 30 janvier 1942, Hitler affirmait, parlant de la Guerre mondiale: « nul ne devrait douter que cette guerre ne peut finir que par l'extermination des peuples aryens ou la disparition de la juiverie d'Europe ».

Pour lui, après les années de propagande qui conditionnèrent l'opinion allemande à la haine du « juif », le contexte de la guerre et sa radicalisation étaient l'occasion de passer à l'acte en présentant l'élimination des Juifs comme un impératif majeur pour la défense et la sécurité du Reich. Capitalisme anglo-américain et judéo-bolchevisme incarnant à ses yeux les maux du monde engendrés par les Juifs, et par là désignant les Juifs comme les ennemis principaux du Reich dans la guerre.

Le 20 janvier¹ débutait la conférence organisée par Heydrich à Wannsee qui réunissait de hauts responsables des ministères et des districts du Reich autour du chef de l'Office principal de sécurité du Reich (RSHA), dont le compte rendu fut établi par Eichmann.

Land	Bevölkerung
A. Albanien	111.000
Ägypten	487.000
Argentinien	2.100.000
Australien	400.000
Bahamas - Jamaika	71.000
Banar	7.000
Belgien	41.000
Bulgarien	48.000
Chad	145.000
Dänemark	79.000
Frankreich / Niederlande	1.000.000
Griechenland	160.000
Irland	1.000
Italien	40.000
Japan	130.000
Letland	1.000
Litauen	1.000
Polen	3.000.000
Portugal	140.000
Rumänien	18.000
Schweden	18.000
Schweiz	18.000
Serbien	88.000
Slovakien	8.000
Spanien	87.000
Tschechien (excl. Teil)	140.000
Ungarn	5.000.000
USA	
Österreich	2.994.604
Sowjetland (unvollständig)	466.404
Zusammen: Ueber	11.000.000

Document de synthèse communiqué lors de la conférence de Wannsee récapitulant les populations juives d'Europe par pays



La villa de Wannsee (Photo FMD janvier 2010)

Heydrich précisa que le Führer avait autorisé l'évacuation des juifs d'Europe vers l'Est, processus qui visait une population d'environ

1. À cette date l'assassinat systématique des Juifs avait déjà commencé dans les territoires occupés de l'Union soviétique et dans le Gouvernement général (partie de la Pologne non annexée).

ÉTABLISSEMENT RECONNU D'UTILITÉ PUBLIQUE (décret du 17 octobre 1990) PLACÉ SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE 30 boulevard des Invalides 75007 Paris Tél.: 01 47 05 81 50 Fax: 01 47 05 89 50

Site internet www.fmd.asso.fr

Pour ce qui était de l'extension de la « Solution finale » aux pays occupés ou satellites, le ministère des Affaires étrangères négocierait avec les autorités locales appropriées (...)
 Au cours de l'année, et comme suite aux directives de Wannsee, les responsables de la Sipo-SD déportèrent 42 000 Juifs de France, hommes, femmes et enfants, vers le camp d'Auschwitz (...)

11 millions de personnes. Il en dressa la liste pays par pays.

Ces Juifs évacués seraient astreints à des travaux forcés qui naturellement réduiraient considérablement leurs effectifs. Les autres, « les éléments les plus forts de la race le noyau de sa renaissance », devraient être « traités en conséquence ». Pour mettre en œuvre cette opération, l'Europe serait passée au peigne fin d'Ouest en Est, la priorité étant donnée au Reich. Les invalides de guerre, les Juifs décorés de la Croix de fer, ceux de plus de 65 ans, seraient évacués vers le nouveau « ghetto des vieux », Theresienstadt. Pour ce qui était de l'extension de la « Solution finale » aux pays occupés ou satellites, le ministère des Affaires étrangères négocierait avec les autorités locales appropriées, en coopération avec les représentants de la Police de sécurité (*Sicherheit Polizei* ou *Sipo*) et du *SD* (Service de sécurité du parti Nazi), regroupés au sein du *RSHA*.

1942 en France :

Au cours de l'année, et comme suite aux directives de Wannsee, les responsables de la *Sipo-SD* déportèrent 42 000 Juifs de France, hommes, femmes et enfants, vers le camp d'Auschwitz où la majorité d'entre eux furent mis à mort dans les chambres à gaz à leur arrivée.

Le premier convoi partit de Compiègne le 27 mars 1942, il était composé pour moitié de détenus de Drancy (des Juifs étrangers arrêtés à Paris dans la rafle du 20 août 1941) et pour moitié de détenus de Compiègne (en grande partie des Juifs français arrêtés à domicile à Paris le 12 décembre 1941 et pour le reste des Juifs étrangers envoyés de Drancy à Compiègne pendant l'hiver 1941-1942)¹.

Loi sur les ressortissants étrangers de race juive

(JO du 18 octobre 1940)

Nous, Maréchal de France, chef de l'État français, Le conseil des ministres entendu, Décrétons :

Article 1^{er}. — Les ressortissants étrangers de race juive pourront, à dater de la promulgation de la présente loi, être internés dans des camps spéciaux par décision du préfet du département de leur résidence.

Art. 2. — Il est constitué auprès du ministre secrétaire d'État à l'intérieur une commission chargée de l'organisation et de l'administration de ces camps. [...]

Art. 3. — Les ressortissants étrangers de race juive pourront en tout temps se voir assigner une résidence forcée par le préfet du département de leur résidence.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* pour être observé comme loi de l'État.

Fait à Vichy, le 4 octobre 1940.

PH. PÉTAINE [...]

Les premières arrestations et les premiers internements touchant des Juifs de France furent effectués dans la Zone sud sur ordre des préfets, en application de la loi du 4 octobre 1940 sur les ressortissants étrangers de « race juive ».

Les internements s'effectuent, entre autres, dans les camps de Gurs, Agde, Rivesaltes, les Milles, le Vernet d'Ariège.

En Zone nord, pour satisfaire aux exigences du commandement militaire allemand en France (*Militärbefehlshaben* ou *MBF*) et en application de la loi du 4 octobre 1940, le gouvernement de Vichy demanda aux préfets, le 28 avril 1941, de créer des camps d'internement pour les Juifs étrangers.

Le 2 juin 1941 l'État français promulgue un second statut des Juifs dont le texte durcit les discriminations professionnelles et autorise l'internement de Juifs français qui tenteraient de se soustraire à la loi.

Loi du 2 juin 1941 remplaçant la loi du 3 octobre 1940 portant statut des Juifs

(JO du 14 juin 1941)

Nous, Maréchal de France, chef de l'État français, Le conseil des ministres entendu, Décrétons :

Article 1^{er}. — Est regardé comme Juif :

1^o Celui ou celle, appartenant ou non à une confession quelconque, qui est issu d'au moins trois grands-parents de race juive, ou de deux seulement si son conjoint est lui-même issu de deux grands-parents de race juive. Est regardé comme étant de race juive le grand-parent ayant appartenu à la religion juive ;

2^o Celui ou celle qui appartient à la religion juive, ou y appartenait le 25 juin 1940, et qui est issu de deux grands-parents de race juive. [...]

Art. 2. — L'accès et l'exercice des fonctions publiques et mandats énumérés ci-après sont interdits aux Juifs : [...]

Art. 9. — Sans préjudice du droit pour le préfet de prononcer l'internement dans un camp spécial, même si l'intéressé est Français, est puni :

1^o D'un emprisonnement de six mois à deux ans [...], tout Juif qui s'est livré ou a tenté de se livrer à une activité qui lui est interdite par application des articles 4, 5 et 6 de la présente loi :

2^o D'un emprisonnement de un an à cinq ans [...], tout Juif qui se sera soustrait ou aura tenté de se soustraire aux interdictions édictées par la présente loi, au moyen de déclarations mensongères ou de manœuvres frauduleuses. [...]

Fait à Vichy, le 2 juin 1941.

PH. PÉTAINE [...]

La déportation vers le camp d'Auschwitz-Birkenau résultait d'une série de décisions prises au sommet de l'État nazi : exercer des représailles contre les supposés responsables des attentats

1. Serge Klarsfeld, *Mémorial de la déportation des Juifs de France*, Paris, 1978.

visant des soldats allemands, mener une guerre d'anéantissement contre le « judéo-bolchevisme », procéder à l'extermination systématique des Juifs d'Europe.

L'organisation de la déportation des Juifs de France relevait par ailleurs de plus en plus de l'autorité directe de Helmut Knochen, chef de la *Sipo-SD* en France. À la fin du printemps 1942, la *Sipo-SD* prit le contrôle des opérations répressives en zone occupée et entre avril et juin 1942, les politiques de répression et de persécution en France vont changer d'orientation et d'envergure.

1942 : les déportations et les autorités compétentes

Le 1^{er} juin, Karl Oberg fut officiellement installé en qualité de chef supérieur de la *SS* et de la *Police* (*HSSPF: Haupt SS und Polizei Führer*) en France. Son arrivée le 6 mai, correspond à la décision d'Himmler d'accélérer le processus d'extermination dans toute l'Europe. Oberg supplante le commandement militaire dans la politique répressive (touchant les Juifs comme les résistants) et représente directement Himmler en France. Sa prise de fonction et le pouvoir qui en découle expliquent, pour l'été 1942, l'accélération brutale des rafles et des déportations de Juifs vers l'Est. La *Sipo-SD* de Paris considérait en effet que plusieurs milliers d'entre eux (Zone occupée et Zone dite libre) pouvaient être rapidement déportés vers l'Est (Auschwitz).

Du 27 mars au 28 juin 1942, 5 convois partirent des camps de Compiègne, Drancy, Pithiviers et Beaune-la-Rolande emportant au total 5 149 Juifs français et étrangers vers le camp d'Auschwitz. C'est avec le troisième convoi, du 22 juin, que pour la première fois des femmes furent déportées.

Au cours des mois de juin et juillet des pourparlers eurent lieu entre Karl Oberg et René Bousquet, secrétaire général à la police de Vichy depuis avril 1942. Ils aboutirent aux accords de collaboration entre les administrations et polices françaises et allemandes en vue de futures rafles et déportations. Au cours des discussions, le gouvernement français s'engageait, entre autres, à livrer plusieurs milliers de Juifs étrangers résidant ou internés au sud. Pierre Laval, chef du gouvernement (depuis avril 1942), devant les derniers succès de la Wehrmacht en Afrique et en URSS, engagé de plus dans des négociations difficiles à propos de l'envoi de travailleurs français en Allemagne et espérant aboutir à un traité de paix, ne voulut pas refuser d'associer la France au projet global antijuif des nazis, qui s'inscrivait de surcroît dans les conceptions antisémites de l'État français.

Après plusieurs réunions entre autorités allemandes et françaises, la police française sous le contrôle du *Sipo-SD* opéra la vaste rafle de Paris et de sa banlieue, dite rafle du Vel d'Hiv, au cours de laquelle, les 16 et 17 juillet 1942, 13 152 Juifs, hommes, femmes et enfants furent arrêtés et conduits dans l'enceinte du Vélo-

drome d'Hiver de Paris (les familles avec enfants, soit 8 160 personnes) ou au camp de Drancy. Ils furent envoyés dans les jours suivants vers des camps ouverts dans le Loiret, à Pithiviers et Beaune-la-Rolande, puis déportés vers Auschwitz.

Le 6 juillet 1942, un convoi singulier de 1 175 hommes considérés comme des judéo-bolcheviques, quitta Compiègne pour Auschwitz où deux jours plus tard ils furent enregistrés sous les numéros 45157 à 46326. Il prendra place dans l'historiographie de cette période sous l'appellation de convoi des 45 000.

En août 1942, le secrétaire général à la Police fit procéder à des arrestations et rafles dans toute la Zone sud. Les préfets de région reçurent instructions d'arrêter les Juifs étrangers (les nationalités sont mentionnées) adultes entrés en France après le 1^{er} janvier 1936. Police et gendarmerie procédèrent aux arrestations

sans grande difficulté, toutes ces personnes étant déjà surveillées ou internées conformément à la législation de l'État français.

Du 6 août à la fin du mois d'octobre 1942, le gouvernement de Vichy livra 11 009 Juifs de la Zone sud aux autorités allemandes. 17 convois partirent ainsi des camps d'internement ou de regroupement temporaires suivants : Gurs, le Vernet, Noé, Récébédou, Rivesaltes, Les Milles, Nexon, Vénissieux, Saint-Sulpice, Septfonds, Casseneuil, Montluçon, Nice.

La déportation des enfants

Dans les pourparlers franco-allemands de juillet 1942 précédant les grandes rafles au nord et au sud, se posa la question du sort des enfants de moins de 16 ans. Pierre Laval y donna son accord pour la déportation des enfants juifs de la zone sud.

Voici le compte rendu qu'en fit Dannecker, retrouvé et reproduit par Serge Klarsfeld¹.

Archives. (Concerne la France).

IV J/SA 225 a

Dan/bir

Urgent ! présenter immédiatement à l'Office Central de Sécurité du Reich

IV B 4

Berlin

Objet : évacuation des Juifs de France.

Référence : Entretien entre le S.S-Obersturmbannführer Eichmann et le S.S-Hauptsturmführer Dannecker, le 1.7.1942 à Paris.

Les négociations avec le gouvernement français ont donné entre-temps les résultats suivants :



Le Vel d'Hiv, le 16 juillet 1942

Dans les pourparlers franco-allemands de juillet 1942 précédant les grandes rafles au nord et au sud, se posa la question du sort des enfants de moins de 16 ans. Pierre Laval y donna son accord pour la déportation des enfants juifs de la zone sud.

1. Serge Klarsfeld, *Le calendrier de la persécution des Juifs de France juillet 1940-août 1942, La Shoah en France*, Paris, Fayard, 2001, p. 465.

L'ensemble des Juifs apatrides de zone occupée et de zone non occupée seront tenus prêts à notre disposition en vue de leur évacuation.

Le Président Laval a proposé que, lors de l'évacuation des familles juives de la zone non occupée, les enfants de moins de 16 ans soient emmenés eux aussi. Quant aux enfants juifs qui resteraient en zone occupée, la question ne l'intéresse pas.

Je demande donc une décision urgente par télex pour savoir si, par exemple à partir du quinzième convoi de Juifs partant de France, nous pouvons inclure également des enfants de moins de 16 ans.

Pour finir je fais remarquer qu'à ce jour, nous n'avons pu aborder que la question des Juifs apatrides ou étrangers pour faire du moins démarrer l'action. Dans la seconde phase nous passerons aux Juifs naturalisés après 1919 ou 1927 en France.

Signé DANNECKER,
SS-Hauptsturmführer

Le 12 août 1942, le RSHA donna son feu vert aux représentants du Sipo-SD en réponse à ce télex.

Avant cette date certains convois de déportés comprirent déjà des enfants âgés de 11 à 15 ans mais à partir du convoi du 14 août 1942, des enfants de tous âges furent désormais systématiquement déportés avec ou sans leurs parents. ●

Rappel préparé par
ARNAUD BOULLIGNY, CYRILLE LE QUELLEC et
YVES LESCURE

TABLEAU DES CONVOIS DE DÉPORTATION-EXTERMINATION DE L'ANNÉE

Date de départ	N° du convoi	Lieu de départ	Destination	Nombre de déportés	Gazé à l'arrivée au camp de destination	Selectionnés à Auschwitz		Survivants en 1945	
						H	F	H	F
23.03	1	Drancy/Compiègne	Auschwitz	1 112		1 112		22	
05.06	2	Compiègne	Auschwitz	1 000		1 000		41	
22.06	3	Drancy	Auschwitz	1 000		933	66	29	5
25.06	4	Pithiviers	Auschwitz	999		1 000		59	
28.06	5	Beaune-La-Rolande	Auschwitz	1 038		1 004	34	55	
17.07	6	Pithiviers	Auschwitz	928		809	119	45	
19.07	7	Drancy	Auschwitz	999	375	504	121	17	
20.07	8	Angers	Auschwitz	827	23	411	390	19	
22.07	9	Drancy	Auschwitz	996		615	385	7	
24.07	10	Drancy	Auschwitz	1 000		370	630	5	
27.07	11	Drancy	Auschwitz	1 000		248	742	12	1
29.07	12	Drancy	Auschwitz	1 001	216	270	514	5	
31.07	13	Pithiviers	Auschwitz	1 049		693	359	15	1
03.08	14	Pithiviers	Auschwitz	1 034	482	22	542	3	3
05.08	15	Beaune-La-Rolande	Auschwitz	1 014	704	214	96	5	1
07.08	16	Pithiviers	Auschwitz	1 069	794	63	211	5	2
10.08	17	Drancy	Auschwitz	1 006	766	140	100	1	
12.08	18	Drancy	Auschwitz	1 007	705	233	62	11	
14.08	19	Drancy	Auschwitz	991	875	115		1	
17.08	20	Drancy	Auschwitz	1 000	878	65	34	3	
19.08	21	Drancy	Auschwitz	1 000	817	138	45	5	
21.08	22	Drancy	Auschwitz	1 000	892	90	18	7	
24.08	23	Drancy	Auschwitz	1 000	908	92		3	
26.08	24	Drancy	Auschwitz	1 002	937 (1)	27	36	24	
28.08	25	Drancy	Auschwitz	1 002	929 (1)		71	8	
31.08	26	Drancy	Auschwitz	1 000	961 (1)	12	27	16	1
02.09	27	Drancy	Auschwitz	1 000	877 (1)	10	113	30	
04.09	28	Drancy	Auschwitz	1 013	959 (1)	16	38	25	2
07.09	29	Drancy	Auschwitz	1 000	889 (1)	59	52	34	
09.09	30	Drancy	Auschwitz	1 000	909 (1)	23	68	43	
11.09	31	Drancy	Auschwitz	1 000	920 (1)	2	78	13	
14.09	32	Drancy	Auschwitz	1 000	893 (1)	58	49	45	
16.09	33	Drancy	Auschwitz	1 003	856 (1)		147	37	1
18.09	34	Drancy	Auschwitz	1 000	859 (1)	31	110	22	
21.09	35	Pithiviers	Auschwitz	1 000	791 (1)	65	144	29	
23.09	36	Drancy	Auschwitz	1 000	475	399	126	22	4
25.09	37	Drancy	Auschwitz	1 004	873 (1)	40	91	15	
28.09	38	Drancy	Auschwitz	904	733 (1)	123	48	20	
30.09	39	Drancy	Auschwitz	210	154	34	22	0	
04.11	40 (41)	Drancy	Auschwitz	1 000	639	269	92	4	
06.11	42	Drancy	Auschwitz	1 000	773	145	82	4	
09.11	44	Drancy	Auschwitz	1 000	900 (1)		100	16	
11.11	(43) 45	Drancy	Auschwitz	745	599	112	34	2	
Total	43			41 951	24 361 (1)	11 565 (1)	5 962	784	21

Le tableau est tiré de l'ouvrage de Serge Klarsfeld, *La Shoah en France, Tome 3, Le calendrier de la persécution des Juifs de France, septembre 1942–août 1944*, Paris, Fayard, 2001

Régimes autoritaires et montées du fascisme dans l'entre-deux-guerres

(suite)

RAPPEL

À l'issue de la Grande Guerre et des traités de paix qui ont suivi, les empires multinationaux ont disparu et quasiment personne ne réclamait leur reconstitution. Toutefois dans les anciennes sociétés dominantes de ces empires déchus, à l'exemple de l'Autriche ou de la Hongrie, le ressentiment et la nostalgie demeurent vifs. Dans quelques pays, à l'instar de la Hongrie ou de la Pologne, la guerre fait émerger des figures qui utiliseront à des fins politiques leurs succès militaires ou politiques pendant le conflit : l'amiral Horthy, le général Pilsudski, le maréchal Pétain ou le lituanien Antanas Smetona. Dans l'ensemble, les pays d'Europe centrale font l'apprentissage d'une démocratie et d'un parlementarisme qui les déconcertent ou les déçoivent, ne correspondent pas à leur culture, sont combattus par les élites traditionnelles soucieuses de conserver leur contrôle social sur une société qui leur échappe, enfin la corruption et l'instabilité politique débouchent sur l'émergence de régimes autoritaires plus ou moins fascistes.

Des évolutions comparables affectent également l'ouest et le sud européen comme le montrent les situations du Portugal, de l'Espagne et de la Grèce.

Dans la plupart des pays, les forces politiques soutenant un État autoritaire furent dépassées par d'autres organisations ultranationalistes, antisémites et ultra-radicales qui ne cachaient pas leur attirance pour les fascistes. Citons pour mémoire les Croix fléchées en Hongrie, les légionnaires de la Garde de Fer en Roumanie, les Combattants de la Liberté en Estonie, les Croix de Tonnerre en Lituanie, les chemises bleues du national-syndicalisme au Portugal, la phalange en Espagne, sans omettre le régime de Vichy et la Milice.

LE PORTUGAL

Au Portugal, la monarchie a été renversée et la république instaurée avant la Grande Guerre, le 5 octobre 1910, à l'issue d'un soulèvement militaire qui contraignit le roi Manuel II à l'exil. Pour autant le socle démocratique de cette République, issue d'un coup d'État, restait fragile. Après la guerre, l'instabilité s'est accrue et, si les gouvernements se succédèrent à un rythme élevé (23 ministères entre 1920 et 1926), les attentats à la bombe et l'activité anarchiste et syndicaliste plongèrent le pays dans un climat pré-insurrectionnel qui laissait déjà augurer la fin de la République. La Première République portugaise donna donc rapidement des signes d'instabilité, voire d'impuissance. Les rumeurs de coup d'état étaient constantes. Des forces politiques combattant la démocratie parlementaire instaurèrent dès les années vingt, soit des dictatures, soit des régimes autoritaires. Le Portugal a ainsi connu, entre 1918 et 1974, deux types de dictatures : la « Dictature nationale », de 1926 à 1933, et l'*Estado Novo* de António de Oliveira Salazar en 1933, régime qui prit fin avec la Révolution des œillets.

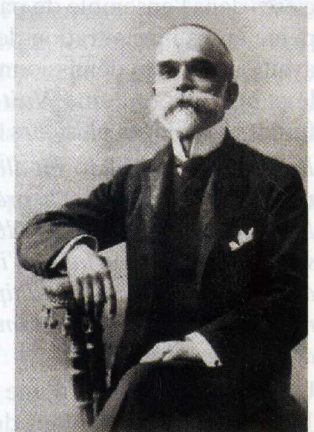
Avatars d'une jeune république

Le premier président élu en août 1911, Manuel de Arriaga tenta d'unifier un parti républicain divisé en plusieurs factions et d'asseoir la république, menacée par la réaction monar-

chique. C'est sous sa présidence que furent remplacés les symboles nationaux, drapeau et hymne, toujours en vigueur. Il ne parvint toutefois pas à gérer la réunification de son parti, la guerre et les problèmes économiques du pays, et fut renversé le 14 mai 1915, par un coup d'État.

Accusé de corruption, il fut remplacé par Teófilo Braga, un professeur qui ne put se maintenir lui-même que deux mois (du 29 mai au 4 août 1915).

Bernardino Machado, ancien président du Conseil puis ministre des Affaires étrangères, franc-maçon, politique aguerri, fut élu à la présidence le 6 août 1915, mais renversé à son tour et contraint à l'exil, le 8 décembre 1917 par un coup de force dirigé par le général Sidónio Bernardino Pais.



Bernardino Luís Machado Guimaraes
président de la République du Portugal de 1915 à 1917 puis de 1925 à 1926

La première dictature militaire, dite « sidoniste », fut ainsi instaurée en 1917. Professeur de mathématiques, ministre en 1911, puis ambassadeur en Allemagne de 1912 à 1916, le général Sidónio Pais s'attaqua en premier lieu au Parlement en prononçant sa dissolution pour mettre fin « au désordre et à la démagogie de la République ». C'est une constante des régimes autoritaires, que de chercher à se passer des corps intermédiaires gênants, dont en premier lieu les parlements.

Sidónio Pais instaura un régime autoritaire qui tourna rapidement au culte de la personnalité. Pour la première fois la mystique du chef fut érigée en principe. L'opposition, mise hors la loi fut condamnée soit à l'exil, soit à l'emprisonnement. Le Portugal venait par ailleurs de s'engager dans la Première Guerre mondiale. Sidónio Pais poursuivit dans cette voie malgré son hostilité initiale à une guerre mal vue des milieux catholiques et conservateurs, plutôt favorables à l'Allemagne. Il rétablit les liens avec le Saint-Siège, renforça le pouvoir présidentiel, instaura le suffrage universel au Portugal dans des conditions d'exercice qui en réduisaient la portée. Il se fit élire président le 8 avril 1918, mais son autoritarisme et la répression violente qu'il pratiquait par la censure et la torture, finit par éloigner de lui ses propres partisans. De leur côté, les milieux ouvriers manifestaient leur déception devant le peu



Sidónio Bernardino Cardoso da Silva Pais

de réformes sociales obtenues. La guerre, la crise, les famines, les épidémies, le rationnement et les émeutes, firent le reste pour finalement aboutir à l'assassinat du général Sidónio Pais, le 14 décembre 1918, à Lisbonne, par un militant républicain.

Des semaines d'agitation et d'instabilité s'en suivirent, marquées par des rébellions entretenues par les monarchistes dans le nord du pays, des luttes sociales, des homicides politiques et des crises financières dans l'ensemble du pays. Le 19 octobre 1921, onze ans à peine après l'instauration de la République, le gouvernement ayant à nouveau démissionné, un groupe de militaires se souleva et provoqua une *Nuit Sanglante*, au cours de laquelle furent assassinées plusieurs des figures de la République.

Bernardino Machado fut alors rappelé à la tête du gouvernement en 1923, et réélu à la présidence de la République en 1925. Mais la crise s'intensifia en 1924 et 1925, en même temps que le sentiment d'insécurité et d'instabilité politique croissait. Les attentats à la bombe se multipliaient. L'inflation provoquait des manifestations qui se terminaient le plus souvent par des affrontements violents.

Une révolte militaire d'une ampleur exceptionnelle éclata le 18 avril 1925, impliquant de nombreux officiers supérieurs. D'inspiration fortement nationaliste, elle était encouragée par le mouvement d'extrême droite *Cruzada Nun' Álvares*.

Finalement maîtrisés et réprimés, les responsables de cette révolte furent d'abord emprisonnés et jugés, puis peu après

Le 19 octobre 1921, onze ans à peine après l'instauration de la République, le gouvernement ayant à nouveau démissionné, un groupe de militaires se souleva et provoqua une *Nuit Sanglante* (...)

libérés et réintégrés au sein de l'armée. Ils n'abandonnèrent pas pour autant l'idée de renverser le régime. La majorité des militaires, dont un certain Gomes da Costa, et la classe politique, n'acceptaient ni l'impuissance de l'État, ni la situation de décomposition du pays. Gomes da Costa tenta d'attirer à lui de hauts gradés pour provoquer ce qu'il considérait comme « l'indispensable sursaut patriotique qui restaurerait la fierté nationale ».

Le 18 décembre 1925, un nouveau président du Conseil, António da Silva, fut nommé par le président Machado (le 23^e depuis 1920), au moment où la République vivait ses derniers instants.

Tous les secteurs de l'opinion, républicains, démocrates et socialistes inclus, aspiraient à la stabilité et à la sécurité, sentiment d'autant plus partagé qu'un peu partout en Europe, les partisans de régimes autoritaires capables de « restaurer l'ordre social et économique », gagnaient du terrain.

1926-1933: la dictature Nationale

C'est dans ce contexte qu'intervint le coup d'État du 28 mai 1926. Il débuta comme les précédents, dans une atmosphère d'intrigues politiques, par un soulèvement militaire soutenu par des civils et des ouvriers, avec lesquels une colonne marchant sur Lisbonne fut constituée le 28 mai 1926 matin.

L'organisation et la nature de cette marche présentaient des similitudes avec celle sur Rome des Faisceaux de Mussolini, le 28 octobre 1922. Le gouvernement remit sa démission au président Machado qui, le 30 mai, confia à un militaire, Mendes Cabeçadas¹ le soin de former le nouveau cabinet. Ce dernier fut obligé de demander l'aide de la Société des Nations pour sortir son pays du marasme économique. L'orgueil national en fut touché. Cabeçadas suspendit le parlement, avec pour conséquence, la démission et le départ du président Machado. Contesté par son rival, le général de Costa, Cabeçadas fut en définitive contraint de se retirer lui aussi et entra dans l'opposition.

Au départ du président Machado, le général Oscar Carmona, alors ministre de la Guerre, fut reconnu comme onzième président de la République portugaise par la junte militaire. Il resta président jusqu'en 1951 (année de son décès).

En 1927, Oscar Carmona appela António de Oliveira Salazar au ministère des Finances, et fut impressionné par le redressement économique réussi en peu de temps. En 1932 il nomma Salazar président du Ministère (équivalent de chef de gouvernement ou président du Conseil), lui concédant même des pouvoirs plus étendus que les siens.



Le général Oscar Carmona, président de la République

1. Ancien officier de marine de l'institution militaire.

1933 L'ère de l'*Estado Novo*.

Salazar, issu d'un milieu rural, effectua sa scolarité au séminaire de Viseu avant d'entreprendre des études de droit à l'université de Lisbonne. Jeune diplômé, il obtint un poste de professeur d'économie à l'Université de Coimbra.



António de Oliveira Salazar

Imprégné des lectures et enseignements de Maurras qui inspira son action politique, ennemi de la modernité, il puisait ses modèles et ses références dans le passé. Il consolida le régime autoritaire et prit ses distances avec les milieux qui l'avaient soutenu, en créant un parti unique (l'Union nationale) et en instaurant en 1933 une nouvelle Constitution qui lui conférait les pleins pouvoirs et le contrôle total de l'État, en tant que président du Conseil: cette constitution fut connue sous le nom d'*Estado Novo* (État Nouveau).

Salazar entendait traduire dans les faits les préceptes corporatistes chrétiens préconisés par l'encyclique *Quadragesimo anno* de 1931. L'*Estado Novo* se voulait un État corporatiste où toutes les composantes de la Nation étaient censées « participer » à la vie politique: familles, paroisses, municipalités, corporations. La conception du système électoral par Salazar se ramenait à des plébiscites ou à la désignation de députés « appelés à reconnaître les bienfaits du régime et à renforcer la confiance du pays dans les principes de la Révolution nationale. » Les assemblées ne devaient ni légiférer ni renverser le gouvernement.

Pour mieux contrôler la répression, un contrôle de l'appareil judiciaire par le pouvoir exécutif fut instauré avec possibilité pour les dirigeants de révoquer les juges.

En matière de liberté de la presse, Salazar soutenait qu'un « journal constituant l'aliment intellectuel du peuple, devait être contrôlé comme tous les autres aliments ». La censure, qui ne devait être que provisoire serait maintenue « le temps nécessaire à l'éducation du peuple ». Partout des livres furent retirés des bibliothèques publiques.

Salazar chercha à se présenter comme un rassembleur et à s'imposer comme le sauveur de la nation portugaise, comme le véritable guide de la Révolution nationale¹. Il se construisit une image de dictateur solitaire, presque contre nature, considérant le pouvoir comme un fardeau, un devoir de conscience que des propagandistes portugais ou étrangers zélés se plaisaient à louer. Il fit adopter les grandes parades et le salut à la romaine. Le régime eut pour devise officielle: « Dieu, Patrie, et Famille ».

Mais à la différence du fascisme italien, l'*Estado Novo* fut une dictature de gouvernement et non de parti, un régime avec un

parti unique et non un régime de parti unique. Dès le 23 novembre 1932, Salazar avait affirmé sa volonté de faire disparaître les partis politiques qu'ils fussent ouvriers, bourgeois, socialiste, monarchiste, libéraux ou catholiques. Même le centre catholique, dont il était issu, était appelé à disparaître pour éviter toute confusion entre intérêts spirituels et intérêts matériels du peuple.

Le parti, l'*União Nacional*, créé en 1933, ne joua aucun rôle politique, Salazar refusant le moindre transfert de pouvoir de l'État vers le parti. Si bien que ce parti s'apparentait plutôt à une organisation de cadres et de notables locaux, utiles en périodes électorales et formait une association dotée de la personnalité juridique, indépendante de l'État, ayant vocation à promouvoir les objectifs de la Révolution nationale et à coordonner tous les courants et les manifestations de la pensée nationaliste.

Salazar refusa le culte de la personnalité contrairement aux autres dictateurs de cette période et fut réputé pour son mode de vie simple et ascétique. Il eut le soutien des classes aisées mais les syndicats et la presse indépendante furent interdits. Le Parti communiste portugais (PCP) entra dans la clandestinité et son leader, Alvaro Cunhal, partit poursuivre son action à l'étranger.

Une police politique fut créée en 1933, la *PVDE* (*Polícia de Vigilância e de Defesa do Estado* ou Police de Surveillance et de Défense de l'État), qui devint en 1945 la *PIDE* (Police Internationale et de Défense de l'État). Son rôle consistait à surveiller la population, faire la chasse aux opposants dans la métropole et dans les colonies et appliquer la censure.

Des prisonniers politiques furent incarcérés dans des centres de rétention où la torture était pratiquée, comme à la prison de Caxias, près de Lisbonne, ou celle de Tarrafal, dans les îles du Cap Vert. L'armée et la police politique recouraient à des indicateurs, les *bufos*, fondus dans la population.

Durant la Guerre d'Espagne, Salazar apporta son soutien à Franco en ouvrant ses ports au transit de matériels d'armement (armes, avions) fournis par l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste et mit à disposition des franquistes des moyens de communication et de propagande. Il permit également qu'une Légion portugaise de 12000 hommes participât aux combats contre les républicains. Mais les relations personnelles entre lui et le *Caudillo* ne furent jamais amicales.

Pendant plus de quarante ans, le pays fut ainsi dirigé par un régime apparu entre les deux guerres et proche de l'idéologie mussolinienne.

La conception du système électoral par Salazar se ramenait à des plébiscites ou à la désignation de députés « appelés à reconnaître les bienfaits du régime et à renforcer la confiance du pays dans les principes de la Révolution nationale. »

L'ESPAGNE

Dictature de Miguel Primo de Rivera (1923-1930)

En Espagne, les années 1917-1923 se caractérisèrent par une instabilité gouvernementale marquée par treize crises ministérielles majeures et trente partielles. L'armée s'enlisait dans le

Rif marocain où Abd-El-Krim, leader indépendantiste et nationaliste, infligea en juillet 1921 une défaite cuisante à l'ar-

1. Pétain s'en inspira fortement.

mée espagnole à la bataille d'Anoual. Dès février 1923, le manifeste de l'*Acción ciudadana* (action citoyenne), proclamait la nécessité d'un État fort, de l'abolition du régime parlementaire. L'humiliation d'Anoual fut à l'origine du coup d'État du capitaine-général de Catalogne, Miguel Primo de Rivera, et lui fournit l'occasion de concrétiser ses idéaux militaristes, nationalistes et autoritaires. Il apparaissait en outre comme le sauveur providentiel de la Nation.

Confronté à des événements politiques et sociaux qu'il comprenait mal, en Catalogne, dès 1922, il eut à faire face à des problèmes de maintien de l'ordre contre des milices patronales, des milices anarchistes, des autonomistes catalans, et se trouva aussi dans l'obligation de composer avec un système politique en déliquescence qu'il méprisait.

Dans la nuit du 12 au 13 septembre 1923, il organisa un coup d'état, un pronunciamiento¹ lancé depuis Barcelone, et affirmant sa volonté de rétablir l'ordre pour sauver le pays des « politiciens professionnels ». Il mit fin au régime parlementaire. Dans un premier temps, le roi Alphonse XIII le soutint et refusa de réunir les Cortès comme le lui demandait le président du Conseil. Le 15 septembre, il confia même à Primo de Rivera la présidence d'un directoire militaire. Primo de Rivera suspendit les garanties constitutionnelles, instaura « l'état de guerre »² sur l'ensemble du territoire, révoqua tous les gouverneurs civils des provinces. Personne ne s'opposa véritablement à lui : les socialistes et les syndicalistes ne pensaient pas à défendre un régime dans lequel ils n'avaient plus confiance, d'autant que Primo de Rivera présentait son arrivée au pouvoir comme une « brève parenthèse dans la marche constitutionnelle de l'Espagne ». Les socialistes rejetaient le principe de la dictature mais furent sensibles aux dispositions du général apparemment favorables au monde ouvrier, et à son paternalisme social. Quant au patronat et aux propriétaires fonciers, ils espéraient de Primo de Rivera une restauration rapide de l'ordre social et de leur autorité.

Primo de Rivera légiféra par décrets-lois, soumis pour la forme à la signature du roi. Défenseur de l'ordre public, il tenta de rallier à lui les paysans et les classes moyennes, tout comme Mussolini. Ses réformes économiques de 1923 connurent certains succès et lui valurent la bienveillance des intellectuels et des libéraux. En revanche le corporatisme fut un échec en dépit de quelques initiatives originales comme les comités paritaires d'arbitrage des conflits sociaux, auxquels le socialiste Francisco Largo Caballero consentit à participer. Primo de

S'inspirant du fascisme italien, il organisa un parti unique, l'*Union patriotique*, et entreprit de mettre en forme son projet de parlement corporatif, l'*Assemblée nationale suprême* dont le rôle serait purement consultatif.

Rivera voulait éliminer du pouvoir l'ancienne classe dirigeante et faire émerger de nouvelles élites³. Dès son arrivée, il remplaça les conseils municipaux élus par des maires nommés dans les villes de plus de 100 000 habitants, pour les soustraire à l'influence des « caciques »⁴. En 1924, il affirma sa volonté de réunir « l'Espagne qui pense et qui tra-

vaille » en une seule assemblée. S'inspirant du fascisme italien, il organisa un parti unique, l'*Union patriotique*, et entreprit de mettre en forme son projet de parlement corporatif, l'*Assemblée nationale suprême* dont le rôle serait purement consultatif.

Elle devait regrouper en 1926 « les représentants des différentes activités, classes et valeurs du pays ». Les archevêques, les préfets de régions militaires, les gouverneurs de la banque d'Espagne, de hauts magistrats ou de hauts fonctionnaires en devenaient membres de droit.

Primo de Rivera voulait « recatholiciser » l'Espagne. Un décret de 1924 lui permettait de destituer tout instituteur qui enseignerait à ses élèves des doctrines opposées à l'unité de la patrie et « offensantes pour la religion ». Maîtres et élèves devaient assister régulièrement à la messe. L'église catholique apprécia cette politique ainsi que les attentions du nouveau

régime pour le Vatican. En 1925, la franc-maçonnerie fut interdite. Primo de Rivera était obsédé par la menace d'un complot franc-maçon et bolchevique. Il adhéra à l'alliance anticommuniste internationale et affirma sa volonté de trouver une parade au péril rouge, déclarant que l'État espagnol était « fondamentalement national-syndicaliste », et représentait « en tous ses aspects une réaction contre le capitalisme libéral et le matérialisme marxiste ».

Le 3 décembre 1925 commença la seconde phase d'existence du régime, avec l'instauration d'un directoire civil. Dans le même temps les oppositions relevèrent la tête, les républicains se regroupant au sein de *Alianza republicana* (Alliance républicaine) et certains secteurs de l'armée critiquant ouvertement le pouvoir. Une tentative de putsch (dit de la *Sanjuanada*) eut lieu le 24 juin 1926. En novembre, un deuxième complot, fomenté par un certain colonel Macia, entendait restaurer l'autonomie des provinces catalanes. Ces rébellions, sévèrement réprimées, révélèrent le désenchantement de l'armée pour la dictature à laquelle elle reprochait des mesures de réorganisation mal comprises, accomplies dans un contexte de réductions budgétaires.

En 1927 l'opposition gagna les milieux d'affaires, tandis que les provinces se rebellaient contre les tendances centralisatrices du régime. Primo de Rivera dont la santé était préoccupante, ayant perdu le soutien du Roi et celui de l'armée, préféra se retirer en janvier 1930 et s'exila à Paris où il mourut deux mois plus tard. Son fils, José Antonio Primo de Rivera, fonda la Phalange espagnole en 1933.

La transition républicaine (avril 1931- juillet 1936)

La Seconde République espagnole fut proclamée deux jours après les élections municipales du 12 avril 1931 qui donnèrent la victoire aux républicains dans les capitales provinciales⁵. Socialistes et républicains, estimant qu'il s'agissait d'une

1. Ou proclamation.

2. Situation juridique qui suspend les garanties constitutionnelles et les libertés et subordonne l'ensemble des institutions à l'autorité militaire.

3. Obsession des régimes antidémocratiques.

4. Notable qui exerce un contrôle de fait sur la vie politique et sociale locale.

5. Les zones rurales votèrent davantage en faveur de la monarchie, sous l'influence des notables locaux (ou caciques) qui contrôlaient de fait la vie politique et sociale de leur district.

défaite du régime monarchique, en proclamèrent la fin et formèrent un gouvernement provisoire, présidé par Niceto Alcalá Zamora, avocat, homme politique monarchiste converti à la république. Zamora prit la direction du gouvernement le 14 avril. Toutefois la Constitution de 1876 ne prévoyait nullement que les élections municipales puissent changer la nature du régime et entraîner la chute de la monarchie. Certains considérèrent en conséquence qu'il s'agissait d'un coup d'État décidé sous la pression de la rue madrilène et d'une « subversion de l'ordre constitutionnel ». Le roi refusa de s'accrocher au pouvoir pour éviter une guerre civile et préféra l'exil, mais sans abdiquer formellement. Une partie de l'armée se mit sans difficulté aux ordres du gouvernement républicain de Zamora. Dans le même temps, la Catalogne se proclama république autonome¹ à Barcelone, par la voix du général Francesc Macià, en application des dispositions du pacte dit de « Saint Sébastien »² du 17 août 1930, unissant les partis républicains et qui, dans l'hypothèse d'un changement de régime, prévoyait l'autonomie politique des différentes provinces « dans le cadre de la République ».

La nouvelle constitution espagnole adoptée le 9 décembre 1931, inspirée de la Constitution de Weimar devint la loi fondamentale de la Seconde République espagnole. Elle resta en vigueur jusqu'à son ajournement par le régime de Franco en 1939 mais demeura la charte du gouvernement républicain en exil, jusqu'en 1977.

Zamora fut confirmé en juin comme chef du gouvernement, démissionna en octobre, pour marquer sa dés-



Niceto Alcalá Zamora,
président de la
II^e République espagnole

approbation à l'égard de nouvelles dispositions relatives à la séparation de l'Église et de l'État et à la dissolution d'ordres religieux estimés antidémocratiques, puis fut élu président de la République le 10 décembre, avec 362 voix sur 410.

Au lendemain de cette élection il nomma Manuel Azaña chef du gouvernement. Âgé de cinquante ans, Azaña paraissait l'homme clé en raison de sa culture et de ses dons d'orateur. Il rêvait de transformer l'Espagne selon le modèle français de société laïque et démocratique.

Ignorant du marxisme, auquel se référerait le Parti socialiste espagnol (PSOE), il savait avoir besoin de l'appui de ce dernier pour réaliser ses projets et qu'il n'obtiendrait la collaboration des Catalans que par la reconnaissance de leur spécificité. En revanche il n'avait aucune intention de faire avancer les revendications des nationalistes basques catholiques, tenus pour hostiles à la République.

Pour gouverner l'Espagne « *par la raison* », comme il le souhaitait, il eût été préférable de fixer des urgences et de procéder aux réformes les moins polémiques. Le débat sur la Constitution avait révélé l'extrême sensibilité aux problèmes religieux, chez les traditionalistes et les catholiques ralliés à la République.

La République s'attaqua dès le début à plusieurs réformes importantes, portant sur :

La nouvelle constitution espagnole adoptée le 9 décembre 1931, inspirée de la Constitution de Weimar devint la loi fondamentale de la Seconde République espagnole.

- La répartition des terres
- Les nationalismes régionaux (notamment par l'octroi du droit de solliciter un statut d'autonomie, quoique la République n'ait pas été conçue initialement comme fédéraliste),
- Les relations entre l'Église et l'État,
- La réorganisation de l'Armée,
- Le monocalamisme,
- L'extension du suffrage universel aux femmes et aux soldats,
- La création d'un Tribunal de Garanties, (équivalent d'une cour constitutionnelle) pour régler les problèmes d'institutionnalité,
- La reconnaissance de la propriété privée, bien que l'État se soit réservé le droit de l'annuler si le bien commun l'exigeait,
- La renonciation à la guerre et l'adhésion à la Société des Nations.

Aux élections de novembre 1933, premières élections vraiment démocratiques, les abstentions furent nombreuses dans les zones à majorité anarchiste, moindre dans celles de droite où la gauche perdit en raison de sa désunion et de la propagande de droite, regroupée autour de la CEDA (Confédération espagnole des Droites), tendant à minimiser l'œuvre des républicains.

L'avènement d'une république avait réveillé bien des espoirs chez les ouvriers et les paysans. Or les réformes furent lentes et les paysans se détournèrent les premiers du gouvernement. L'État devenu propriétaire, entra dans le processus de production, au moment où l'augmentation du coût de la vie provoquée par la crise économique mondiale, annulait l'effet des augmentations des salaires. Les syndicats multiplièrent les grèves qui aggravèrent la situation, si bien qu'ouvriers et paysans dérivèrent vers l'anarcho-syndicalisme. Le statut qui conféra à la Catalogne une indépendance de fait, ratifiée par les Cortès, stimula les appétits d'indépendance au Pays Basque, en Navarre, en Galice et en Aragon. La contagion du séparatisme menaçait de détruire « l'unité nationale », bien fragile.

Prise de court par la chute de la monarchie, la droite, finit par se ressaisir et s'organisa en créant en 1933 la Confédération espagnole des Droites (CEDA), autour de l'*Acción Española* (Action espagnole, équivalent de l'Action française) de José María Gil Robles et plusieurs formations des droites régionales, agrariennes et des républicains conservateurs. Cette coalition électorale manquait cependant d'homogénéité et la participation des agrariens (parti de classe), hypothéquait tout engagement de la CEDA en faveur d'une réforme agraire. Le retrait des socialistes du gouvernement Azaña porta un coup fatal à la gauche républicaine, et après la dissolution des Cortès d'octobre 1933, la droite obtint une large victoire aux élections

1. Peu après désignée comme *Généralitat* au sein de l'État espagnol par le gouvernement républicain.

2. Un Comité associant des républicains de diverses tendances, militants syndicaux de l'UGT (Union Général des Travailleurs), des socialistes comme Indalecio Prieto, des nationalistes catalans et même d'anciens monarchistes avaient conclu ce pacte qui envisageait l'installation prochaine d'une république et allait jusqu'à dresser une liste de ministres potentiels.

de novembre, avec 242 sièges, dont 115 pour la CEDA, qui devint le premier parti d'Espagne. Cette victoire fut amplifiée par l'effet de la loi électorale, que par ironie de l'histoire, Azaña, persuadé qu'il l'emporterait, avait fait passer avec l'appui du PSOE. La réforme électorale prévoyait une prime majoritaire au parti arrivé en tête : si une liste (de coalition ou non) obtenait la majorité absolue (51 % par exemple), elle raffait 80 % des sièges, les autres étant répartis à la proportionnelle.

Malgré tout, le système politique se dérégla et l'on donna le nom de *bienio negro* à la période 1933-1935. Plusieurs formations d'extrême droite affirmèrent leur volonté de renverser la République par la violence. Ainsi naquirent les JONS (Juntas offensives national-syndicalistes) et surtout, le 29 octobre 1933, au théâtre de la Comédie à Madrid, la Phalange espagnole, créée par José Antonio Primo de Rivera, fils de Miguel Primo de Rivera, qui fusionna avec les JONS en février 1934 pour former le FE-JONS.

José Antonio Primo de Rivera voulait la suppression des partis politiques et, sur le modèle du fascisme italien, l'établissement d'un régime corporatiste. Sa Phalange cherchait à pénétrer le monde du travail et l'université et s'affirmait antirépublicaine.

En septembre et octobre 1934, des insurrections socialistes et anarchistes déclenchées dans plus de 20 provinces dont celles de Catalogne et de Madrid, furent violemment réprimées, en particulier celle des mines des Asturies, dont la répression fut organisée par Franco.

L'entente entre gauche et droite devenait désormais impossible. Ce durcissement entraîna une montée rapide des extrêmes. À la suite de divers scandales politiques, la coalition de droite au gouvernement éclata. En janvier 1936, le président Zamora prononça à nouveau la dissolution des Cortès. Aux élections suivantes (février 1936), le Front populaire, formé par les républicains, les socialistes et les communistes, l'emporta. Ces élections furent les dernières avant la tragédie de la guerre civile.

La victoire du Front populaire était étriquée et fut contestée. De nombreux recours furent déposés et des annulations prononcées dans certaines régions. Le président socialiste de la commission électorale fut choqué par les manipulations qu'il découvrit et les dénonça avec véhémence. La gauche et l'extrême gauche disposèrent néanmoins, avec l'appoint de la formation catalane, de 278 sièges sur 473 aux Cortès. Elles eurent l'impression trompeuse d'être maîtresses du pays. Or avec ses 137 sièges, la CEDA restait la principale force politique. La Phalange de José Antonio Primo de Rivera¹, n'obtint quant à elle aucun siège. Le parti socialiste (PSOE), arrivé en tête de la gauche, refusa de participer au gouvernement. La dernière chance, à supposer qu'elle existât, d'éviter la guerre civile disparaissait. Les replâtrages ou expédients adoptés ne firent que hâter la désagrégation du système politique.

La guerre civile

Le soulèvement militaire de juillet 1936 et le déchaînement de violences qui l'accompagnèrent n'eurent rien de surprenant. Plus étonnantes furent la capacité et la durée de résistance des

forces populaires, encouragées par ceux qui, au-delà des frontières, virent en elles le symbole de la défense et du maintien des libertés. Si le coup d'État de juillet 1936 provoqua l'effondrement de l'État républicain, l'ampleur même du conflit et du mouvement révolutionnaire qu'il suscita, lui donnèrent une dimension imprévue. L'Espagne devint le lieu d'affrontement des grandes puissances et le terrain de manœuvre des armées européennes qui allaient s'affronter au cours de la Seconde Guerre mondiale. La dictature franquiste, même si elle ne participa pas directement à la conflagration mondiale, en resta durablement marquée.

Le 8 mars 1936 donc, cinq généraux, Emilio Mola, Francisco Franco, Joaquín Fanjul, José Enrique Varela, Luis Orgaz Yoldi et Valentin Galarza Morante, décidèrent de constituer un comité de défense national dont le commandement suprême fut confié au général Sanjurjo. Le 17 juillet, le coup d'État militaire planifié par le général Mola sous l'autorité de Sanjurjo, marqua le début de la guerre civile. Sanjurjo se tua trois jours plus tard dans un accident d'avion et fut remplacé à la tête de la junte par Francisco Franco.

Ce coup d'État fut un demi-succès, dans la mesure où il ne parvint pas à imposer l'autorité de la junte sur l'ensemble du territoire. Il entraîna néanmoins l'effondrement du pouvoir central. Le 19 juillet, les organisations ouvrières armées des partis socialistes, communistes et des anarchistes, les autonomistes basques et catalans exercèrent la réalité du pouvoir et prirent la défense du Front populaire. L'Espagne bascula dans une guerre civile qui juxtaposait un conflit militaire entre deux camps et des conflits internes propres au camp républicain. Entre l'été 1936 et le printemps 1937, divers groupes politiques se livrèrent en zone républicaine à des exactions désignées sous le nom de *terreur rouge*, face auxquelles le gouvernement parut dépassé.

Le 21 septembre 1936, la Junte nomma officiellement Franco général en chef pour la durée de la guerre. Le 1^{er} octobre, à Burgos, il fut proclamé « chef du gouvernement de l'État espagnol » avec les pleins pouvoirs. L'évêque de Salamanque, comparant ce mouvement à une croisade, salua la rébellion militaire et introduisit une dimension religieuse jusque-là absente. Les grandes puissances européennes, malgré des accords de non-intervention, s'engagèrent dans cette guerre civile. L'Union soviétique par ses chars (peu nombreux) et son soutien aux Brigades internationales (2000 hommes au début puis de l'ordre de 25000 sur la fin) appuya le Front populaire et ses défenseurs : CNT et FAI (anarchistes), POUM (marxistes), PC (staliniste), UGT (socialiste). En face, l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste se rangèrent du côté des militaires putschistes en envoyant d'importants contingents d'hommes et de matériels. Le 3 juin 1937, Emilio Mola s'étant tué dans un accident d'avion, Franco se retrouvait sans rival. À la tête de l'armée, avec le titre de généralissime, il

L'Espagne bascula dans une guerre civile qui juxtaposait un conflit militaire entre deux camps et des conflits internes propres au camp républicain.



José Antonio Primo de Rivera

1. Le 17 novembre 1936 José Antonio Primo de Rivera devait être jugé pour rébellion militaire et condamné à mort par un tribunal populaire. Il fut exécuté à Alicante le 20 novembre et devint l'un des martyrs du mouvement franquiste. Il fut exhumé en 1959 et inhumé dans la basilique Sainte-Croix del Valle de Los Caidos, là même où plus tard sera érigé le mausolée de Franco.

prit peu à peu le contrôle de l'Espagne. Un manque chronique d'effectifs le poussa à procéder à des enrôlements de force dans les régions contrôlées. Il recruta également des étudiants ou de jeunes cadres qui suivirent une formation militaire accélérée (environ 30 000 pendant la durée de la guerre) dont un tiers demeura dans l'armée, le reste constituant les cadres du régime.

Ainsi aidé par l'Allemagne et l'Italie, Franco parvint à opérer la jonction des deux secteurs pris en juillet par la rébellion, le sud de l'Andalousie et une partie du nord-ouest, séparant ainsi le Pays Basque du reste du territoire républicain. Le 26 avril 1937, jour de marché, une centaine d'avions de la Légion Condor (Luftwaffe) bombardaient la ville basque de Guernica, sans motif militaire autre que celui de terroriser une population acquise au gouvernement républicain. Pour la première fois une ville européenne se trouvait ainsi soumise à une attaque aérienne directe¹.

Échouant vers Madrid en 1936-1937, Franco conquiert le Pays Basque (octobre 1937), puis concentra la guerre sur l'Aragon et la Catalogne. Barcelone tomba le 26 janvier 1939 et enfin Madrid le 28 mars. Le 25 février 1939, le gouvernement français avait signé, à Burgos, les accords Bérard-Jordana reconnaissant la légitimité de Franco. Ces accords portèrent un coup fatal à la République espagnole, dans le but, non avoué, d'obtenir la neutralité de l'Espagne en cas de guerre franco-allemande. Le 1^{er} avril 1939, Franco fit diffuser depuis Burgos un communiqué de victoire déclarant que les armées nationalistes avaient atteint leurs objectifs militaires et que la guerre était terminée.

Cette guerre civile prit alors fin, après la bataille décisive de l'Èbre (fin 1938), qui sonna le glas des espoirs républicains, et la conquête de la Catalogne (février 1939). Franco devint officiellement « chef de l'État ». Il imposa alors une dictature empirique, fondée sur les principes du « national-catholicisme ». Les démocraties occidentales ne tardèrent pas à reconnaître le nouveau régime et la France envoya le maréchal Pétain² comme premier ambassadeur, dès le défilé de la victoire à Madrid.

Au total plus de 150 000 soldats furent tués durant les combats et sans doute autant de civils. Plus de 440 000 républicains espagnols se réfugièrent en France et des dizaines de milliers d'autres les rejoignirent pour échapper à la terrible répression qui s'abattit alors sur l'Espagne (plus de 30 000 exécutions sommaires). Des estimations récentes donnent le chiffre de plus de 200 000 personnes fusillées ou mortes suite aux mauvais traitements dans les prisons franquistes et dans les camps d'internement de Miranda de Ebro, Albaterra, Castuera et Los Almedros, après 1939.

Le Franquisme

À l'inverse de Mussolini ou d'Hitler, Franco n'avait ni fondé, ni porté un parti politique et devint le chef de mouvements qu'il n'avait pas créés. Avant d'arriver au pouvoir, son expérience politique était quasi-nulle. Il avait dirigé l'Académie militaire, puis été nommé chef d'état-major. C'est sa situation de chef militaire des nationalistes et la mort de Sanjurjo et de Primo de Rivera, fondateur de la Phalange, qui lui valurent de s'imposer comme chef politique avec le titre de *Caudillo*. Franco se

nomma chef du nouveau parti, fixa le nouveau nom de l'organisation : « *Phalange espagnole traditionaliste et des juntes offensives national-syndicalistes* » pour que chaque fraction puisse considérer avoir donné une partie de son nom au nouveau parti. Les 26 points de la Phalange, définie comme organisation intermédiaire entre la société et l'État, devinrent la doctrine et le programme officiel du nouvel État. La mission de la Phalange, qualifiée d'instrument constitutionnel de l'État, était de « communiquer le souffle du peuple à l'État et d'apporter jusqu'à lui la pensée du peuple ». Franco déclara dans une interview accordée à *ABC* en juillet 1937 : « Il existe en Espagne une grande masse neutre et non affiliée [...] qui n'a jamais voulu adhérer à un parti quelconque. Cette masse qui peut hésiter à s'unir avec les vainqueurs, trouvera dans la Phalange la voie appropriée pour aboutir à l'Espagne nationale ». La *ley de jefatura* du 8 août 1939, lui permettait de promulguer des décrets-lois à sa convenance, sans avoir à consulter son cabinet.

Un théoricien du régime précisa que la notion de *Caudillo* était une synthèse entre la raison et la nécessité idéale. Elle ne représentait pas seulement la force, mais l'esprit... Comme souvent, la légitimation du pouvoir personnel reposa sur le principe de l'incarnation par le chef, de « l'âme de la Nation ». Selon l'ancien ministre, secrétaire de la Phalange, Ramon Fernandez Cuesta, le *Caudillo* n'était ni un chef de gouvernement, ni un dictateur vulgaire mais le « chef charismatique donné par la Providence pour sauver l'Espagne ». Il incarnait la volonté de la Nation et dès lors la souveraineté du peuple ne résidait pas dans l'assemblée des Cortès mais dans le *Caudillo*. Les théoriciens du régime distinguèrent entre « caudillat » et « dictature », le caudillat ayant, selon eux, « jailli d'une situation historique spécifique », et avait « vocation à promouvoir un nouvel ordre historique, juridique et politique ». Le

thème d'un ordre nouveau à promouvoir est récurrent dans les idéologies d'extrême droite.

L'idéologie véhiculée par le régime de Franco combinait des éléments du fascisme hispanique de José Antonio de Primo de Rivera (junior), un anticapitalisme de principe, la haine du communisme, une phobie antimaçonnique, une méfiance maladroite à l'égard des juifs, un militarisme exacerbé, le mépris des minorités nationales linguistiques, un certain obscurantisme réactionnaire. S'y ajoutait son credo impérialiste qui s'inscrivait dans la tradition des rois catholiques espagnols.

Franco n'était pas à proprement parler un idéologue politique, mais un militaire conservateur, déçu tout à la fois par Alphonse XIII et par la République. Sa doctrine se fondait sur son prestige personnel. Il chercha à s'entourer de toutes les familles idéologiques de son camp et à arbitrer leurs conflits, sans jamais souscrire personnellement à aucune tendance. Il voulait un État et un gouvernement en accord avec les anciens principes de l'Église catholique. L'anticommunisme constituait un autre grand versant de sa politique.

1. Selon les chiffres du Gouvernement basque, sur les 7 000 habitants, 1 645 furent tués et 889 blessés.

2. Pétain connaissait bien Franco auprès duquel il avait participé à la guerre du Rif contre Abd-El-Krim, au Maroc.

Il considérait insensée la guerre mondiale qui opposait les peuples de l'Europe au seul profit de l'Union soviétique et considérait qu'il y avait deux guerres: l'une, légitime, de l'Europe contre le communisme, l'autre, illégitime, entre les Alliés et l'Axe. Selon l'historien Robert Paxton, Franco était « d'une hostilité malade à la démocratie, au libéralisme, au sécularisme, au marxisme et tout spécialement à la franc-maçonnerie ». Dès le début de la guerre civile, une grande partie de l'Église catholique romaine avait apporté son appui à Franco, même si l'attitude du Vatican restait équivoque à maints égards. Le sentiment catholique fut incorporé par Franco à la reconstruction nationale. L'église et l'État conjuguèrent leurs potentialités. L'un des slogans phalangiste précisait « Pour Dieu, pour l'Espagne et sa révolution national-syndicaliste ! ». L'anticléricalisme de la république, comme au Portugal, rapprocha nationalistes et ecclésiastiques. Dès 1937, les nationalistes s'étaient présentés comme les défenseurs de la foi catholique, sortes de croisés modernes. Franco signa un Concordat, rétablit le budget du culte et les aumôneries dans les écoles, les syndicats, l'armée, certains ordres religieux furent réhabilités, des biens temporels furent restitués à l'Église catholique, les lois sur le divorce et le mariage civil furent abrogées, la gestion des cimetières et de l'enseignement fut confiée à l'Église, qui fut exemptée d'impôt. Enfin, le catholicisme retrouva son caractère de religion d'État.

Admirateur de la monarchie, Franco s'engagea à la rétablir. À la fin de la guerre civile, il fit donc procéder au rétablissement de la monarchie à travers le couronnement de Don Juan de Borbón¹, mais demeura chef de l'État. Méfiant à l'égard des partis, il écarta ensuite progressivement la Phalange du pouvoir, préférant s'assurer le contrôle social de la population par l'intermédiaire de l'Église catholique, en associant étroitement cette dernière au pouvoir. Le clergé mena régulièrement des actions de dénonciation auprès des tribunaux franquistes, à l'encontre des paroissiens restés fidèles aux idées républicaines ou communistes. L'Église fournit également le personnel des établissements pénitentiaires, notamment dans les prisons pour femmes et les maisons de correction pour jeunes. Elle fut représentée, au début surtout, par l'Action catholique, puis dans les années 1960 par l'*Opus Dei*, qui s'associa à la relance économique voulue par l'État.

Durant la Seconde Guerre mondiale, l'Espagne resta officiellement neutre mais soutint l'Allemagne au début de la guerre: en juin 1941, Franco envoya une division de volontaires sur le front de l'Est, contre l'Union soviétique (la *División Azul*, ou Division bleue, qui combattit sur le front de Leningrad); en août de la même année, il autorisa le régime nazi à recruter 100000 ouvriers espagnols « volontaires » pour aller travailler en Allemagne; les navires de guerre allemands purent se ravitailler et être réparés dans les ports espagnols; les services secrets espagnols et allemands collaboraient pour recueillir des renseignements sur les Alliés²; l'Espagne fournissait du tungstène à l'industrie militaire allemande en remerciement à l'Allemagne qui avait soutenu le camp nationaliste pendant la guerre civile.



Francisco Franco en 1969

Mais l'Espagne ne s'engagea pas militairement aux côtés de l'Allemagne en octobre 1940 comme le souhaitait le Führer. Toutefois après une visite d'Himmler, le 13 mai 1941, Franco fit constituer un fichier de 6000 juifs espagnols précisant leurs convictions politiques, modes de vie et « niveau de dangerosité ». Lors de l'entrevue d'Hendaye Hitler n'obtint rien de plus de Franco, qui de surcroît l'avait fait attendre volontairement en gare. Sous la pression des États-Unis, fournisseurs de pétrole à l'Espagne, Franco abandonna tout soutien aux forces de l'Axe à partir de l'été 1943.

À la fin de la guerre, le régime demeura très fragile et eut à faire face au désir de revanche des Républicains en exil. La situation économique laissée par la guerre était désastreuse. Le régime de Franco était condamné quasi unanimement par la communauté internationale. L'ONU le qualifia de « gouvernement fasciste de Franco, imposé par la force au peuple espagnol » (Résolution 39-1 du 12 décembre 1946). Cependant, dès 1945, les Britanniques soutinrent Franco contre les Français qui prônaient l'isolement de l'Espagne (isolement approuvé à la conférence de Potsdam). Mais l'Europe et le monde entraient dans la guerre froide et l'Espagne allait apparaître comme un rempart contre le communisme aux yeux des Anglo-saxons. Les rapports se détendirent. Le régime reprit contact avec les Britanniques et les Américains via son ambassade au Portugal et postula pour adhérer à l'OTAN au début des années cinquante. Franco autorisa les États-Unis à implanter quatre bases sur le territoire espagnol en septembre 1953 (traité hispano-américain). En 1969, Franco désigna Juan Carlos devant les *Cortes Generales* pour lui succéder, en tant que roi d'Espagne.

Atteint de la maladie de Parkinson, il mourut le 20 novembre 1975. Officiellement rétablie en 1937, la monarchie retrouva un roi seulement après sa mort, en la personne de Juan Carlos 1^{er}, petit-fils d'Alphonse XIII. Sur ordre du Roi, Franco fut inhumé à la basilique Sainte-Croix del valle de los Caidos. ●

Atteint de la maladie de Parkinson, il mourut le 20 novembre 1975. Officiellement rétablie en 1937, la monarchie retrouva un roi seulement après sa mort, en la personne de Juan Carlos 1^{er}, petit-fils d'Alphonse XIII.

Sur ordre du Roi, Franco fut inhumé à la basilique Sainte-Croix del valle de los Caidos. ●

Dossier préparé par
ARNAUD BOULLIGNY, CYRILLE LE QUELLEC et
YVES LESCURE

Prochain article: la Bulgarie et la Grèce

1. Geste parfois interprété comme une alternative à la menace fasciste.
2. La Gestapo pouvait circuler librement en Espagne.

Figures disparues

Après un combat exemplaire, mené avec courage, pudeur et dignité, Dany Tétot, membre du Bureau de l'Association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation dont il fut président jusqu'en 2009, s'est éteint des suites d'un cancer, dans les derniers jours du mois d'avril 2012, dans sa 74^e année. Natif de Saint-Dizier, lui-même fils de déporté, il avait dirigé une entreprise commerciale avant de prendre sa retraite et de se consacrer alors pleinement à la vie associative. Les engagements de Dany Tétot ont été multiples et à la mesure de ses choix et de ses convictions. Franc-maçon, membre du Parti radical de gauche, dont il présidait la fédération locale d'Indre-et-Loire, laïque convaincu et particulièrement soucieux d'éducation populaire, il a présidé aux destinées du Centre laïque d'éducation et de loisirs de Haute Marne pendant 37 ans et, à la suite de Nicole Dorra, devint pour 13 ans, président de l'Association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation (AFMD).

Sa priorité première a été de chercher partout en France des hommes et des femmes qui lui paraissaient capables et accepteraient de prendre la tête d'une délégation des Amis, soit dans un département, soit en constituant un comité local. Sous son impulsion le réseau des Amis de la Fondation a couvert progressivement 73 départements et 5 Comités locaux, dépassant les trois mille adhérents. Il est encore aujourd'hui envié par bien d'autres institutions.

Avec son ami Michel Douarre, il avait entrepris une refonte du règlement intérieur de l'Association, devenu obsolète : tâche menée avec succès, avant la disparition prématurée de Michel Douarre, auquel Dany rendit en son temps un hommage appuyé.

Sillonnant la France sans relâche, participant ici à la création d'une délégation, là à une assemblée générale, là encore à l'inauguration d'un monument, ou à un voyage-mémoire sur un site concentrationnaire, orientant l'action des délégations et présidant sans jamais accuser le moindre signe de fatigue, bureaux, conseils d'administration et congrès annuels de l'Association des Amis, participant à bien d'autres réunions, il a su donner au travail de mémoire toute l'impulsion nécessaire et faire des délégations des interlocuteurs reconnus des pouvoirs publics territoriaux. Il entretenait aussi des liens privilégiés avec Mémoire et

Espoir de la Résistance, association fille de la Fondation de la Résistance et avec son président François Archambault. Soucieux du respect de la diversité des opinions de chacun, il cherchait toujours les voies de la conciliation et de la synthèse mais savait aussi faire prévaloir ses conceptions.

Les rapports avec la Fondation n'ont cessé de s'approfondir et de s'enrichir au cours des années de sa présidence et il convient de lui en rendre un hommage particulier. Présent à toutes les réunions du Bureau et du Conseil d'Administration de la Fondation, il était à l'écoute de tous et prenait ensuite les décisions qui lui paraissaient s'imposer. Il avait tenu, déjà atteint par la maladie, à suivre l'un des séminaires de mémoire organisés par la Fondation près de Natzweiler en Alsace. Une confiance totale régnait entre les deux institutions et c'est à la demande de Dany, que s'était



créée une commission spéciale de concertation permanente entre la Fondation et l'Association des Amis.

Comme dans toute collectivité fonctionnant démocratiquement, Dany Tétot a connu une opposition. Des coups durs lui ont été portés, qu'il a toujours assumés avec lucidité, courage et dignité, faisant passer l'intérêt général au-dessus de ses sentiments personnels.

Treize ans de labeur commun et de confiance mutuelle laissent des traces et c'est avec douleur que j'ai suivi, soit par Dany lui-même, soit par son épouse Claudine, l'évolution finale de sa maladie et perçu son caractère irréversible.

Dany est parti conscient mais apaisé. Son souvenir demeurera ancré dans les mémoires individuelles de tous et dans la mémoire collective de nos deux institutions.

Un travail considérable a été accompli. Pour autant il reste du pain sur la planche et, tant que les forces le permettront, les responsables l'accompliront en pensant avec ferveur à ceux qui, comme Dany, ont apporté, un temps, leurs qualités humaines et de cœur à sa réussite.

Nos pensées vont vers tous les siens, sa femme, ses enfants et ses amis qui le pleurent aujourd'hui, auxquels nous exprimons toute notre affection et dont nous partageons la peine. ●

YVES LESCURE

Maurice Voutey, déporté à Dachau, président délégué de la FNDIRP, historien et membre du Conseil scientifique de la Fondation pour la mémoire de la Déportation, est décédé le 2 mai 2012, dans sa 87^e année.

Né le 2 avril 1925 à Dijon, il entra à l'École normale de cette ville pour devenir instituteur et adhéra au Parti communiste. En mars 1942, quatre de ses camarades normaliens du groupe communiste « Gorki » ayant été exécutés, Maurice décida d'entrer dans le mouvement du Front national pour la libération de la France. Il fut désigné comme responsable du Front Uni des Jeunesses patriotiques de Dijon.

Le lendemain de cette nomination, le 22 mai 1944, il était arrêté et interné à Dijon puis envoyé à Compiègne, le 22 juin. Il avait 19 ans.

Le 2 juillet 1944 il partait en déportation pour Dachau, par le « train de la mort », surnommé ainsi en raison du nombre exceptionnel de décès provoqués par la chaleur et le manque d'aération des wagons. Qu'on en juge par son parcours, rendu chaotique par l'action de l'aviation alliée. Ce train quitta Compiègne le 2 juillet à 9h15 vers Reims, en repartit à 15h00, passa à Chalons sur Marne à 21h00, Vitry le François le 3 juillet à 2h00, Revigny le lendemain à 15h00, passa une seconde nuit à Novéant, repartit le 4 juillet vers 7h00 pour Metz, puis Sarrebourg quittée vers 15h00, Strasbourg, atteignant Stuttgart le 5 juillet au matin vers 8h00, Ulm vers 9h00, Augsburg, puis Munich vers 12h00, et enfin Dachau vers 16h30. Près de six cents détenus avaient déjà péri pendant ce parcours.

Après une période de quarantaine, commença alors pour Maurice Voutey un parcours concentrationnaire qui le conduisit dans divers *Kommandos* du Neckar, successivement à *Neckarelz*, *Neckarbishoffen* et *Neckargerach*.

Sa libération intervint le 4 avril 1945 à Osterburken, à une centaine de kilomètres au nord de Stuttgart.

De retour en France, il reprit ses études et devint professeur d'histoire et géographie que, par un curieux retour de l'histoire, il enseigna quelques années dans un lycée français en Allemagne, avant de revenir s'installer à Dijon.

Il se mit à écrire dans les années quatre-vingt et publia études historiques et mémoires :

« *La presse clandestine sous l'Occupation hitlérienne* » (CNDP, 1983),

« *Évolution et rôle du système concentrationnaire* » (CNDP, 1984),

« *L'extravagance du rêve. Quatre saisons à Dachau et dans les camps du Neckar* » (Éditions de l'Alēi, 1989), suivi en 1996 d'une nouvelle édition *Prisonnier de l'in vraisemblable ou l'extravagance du rêve, quatre saisons à Dachau et dans les camps du Neckar*.

« *Jean Moulin, mon ami* » en collaboration avec Pierre Meunier (L'Harmançon, 1993)

« *Prisonnier de l'in vraisemblable* », (L'Harmançon, 1994) – ouvrage traduit en allemand.



« *Les camps nazis: des camps sauvages au système concentrationnaire* » (Graphein-FNDIRP, 1999)

« *L'ère hitlérienne: chronologie 1933-1948* » (Graphein-FNDIRP, 2000), ouvrage de référence précieux.

Administrateur de la FNDIRP depuis 1978, il devient membre de la présidence collégiale de cette Fédération en 1996

puis président délégué en mai 2006. Il succéda à Marie-Elisa Cohen à la présidence de la Commission « Histoire-Mémoire » de la FNDIRP (1993-1998) avant de prendre, en 2000, celle de la commission « Orientations et Affaires internationales ».

Il était tout particulièrement attentif à l'ouverture des Archives d'Arolsen aux chercheurs et mena un combat permanent auprès des pouvoirs publics français et des instances européennes dans ce but, rédigeant une synthèse remarquable sur cette question lors d'un colloque international de 1998, organisé sous l'égide du Conseil de l'Europe. Ses efforts aboutiront en 2010, avec le changement de statut du centre d'Arolsen.

Maurice Voutey était également membre du Jury national du Concours national de la Résistance et de la Déportation.

Signataire du texte du 8 mars 2004 « *Créer c'est résister. Résister c'est créer* » avec d'anciens résistants comme Ray-

mond Aubrac, Stéphane Hessel, etc., il appelait les jeunes générations à faire vivre et à défendre l'héritage du Conseil national de la Résistance (CNR) et ses idéaux.

Maurice Voutey était un homme discret mais direct, un orateur agréable à la voix chaude et puissante, un remarquable pédagogue. Hanté par le souvenir de ses amis disparus, il n'avait de cesse que leur nom soit évoqué d'une façon ou d'une autre.

À la demande de Claude Mercier, il avait rédigé certains chapitres historiques du Livre Mémorial publié par la Fondation en 2004, et était venu plusieurs fois présenter le système concentrationnaire lors des séminaires de mémoire organisé par la Fondation en Alsace. Récemment il avait participé avec Marie Jo Chombart de Lauwe, Pierre Rolinet et Jean Villeret, à une table ronde organisée à Chenôve, à l'initiative du maire, Jean Esmonin, lors de la projection d'un remarquable document audiovisuel sur les camps de concentrations réalisé par la cellule audiovisuelle de la mairie et qui connut ce soir-là un grand succès auprès du public. Il y fut brillant comme à son habitude.

Déporté-Résistant et Combattant volontaire de la Résistance, Maurice Voutey était titulaire de la Médaille militaire, de la Croix de Guerre et Commandeur dans l'Ordre de la légion d'Honneur.

Avec lui disparaît une personnalité chaleureuse, d'une grande intelligence et d'une grande culture en même temps que d'une exigence de rigueur historique absolue.

À sa femme et à tous ses amis nous disons notre émotion, notre peine et notre fidélité à sa mémoire. ●

YVES LESCURE

Concours annuel 2010-2011 de la meilleure photographie d'un lieu de mémoire

Le jury du concours, s'est réuni le 30 janvier à la Fondation pour la mémoire de la Déportation afin de dresser le palmarès de l'édition 2011. Parmi les 28 travaux présentés, 27 provenaient de collèges et un de lycée. Cette participation somme toute relativement limitée, n'a pas altéré la qualité artistique des épreuves, appréciée par l'ensemble du jury qui félicite vivement les candidats.

L'idée originale et le montage ont retenu l'attention des membres du jury.



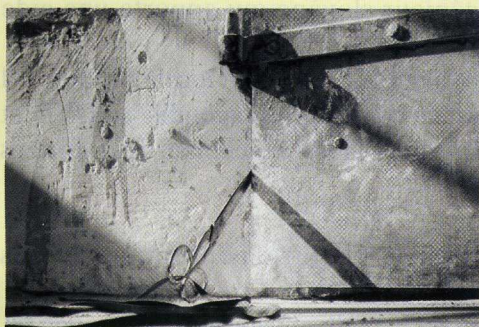
Au terme de ses délibérations, le jury a attribué le premier prix à **Célia MAZADE**, élève de troisième au **collège Notre Dame à Pont-Saint-Esprit** (Gard).

Deux photos prises à la citadelle de Pont-Saint-Esprit, ont été juxtaposées, représentant à la fois l'enfermement des résistants mais aussi leur détermination, la souffrance et l'espoir de retrouver la Liberté.

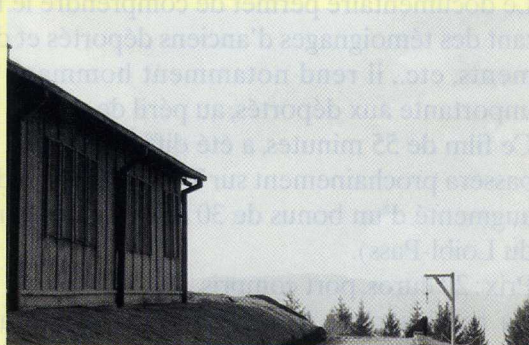


Le troisième prix à **Saba KHAN**, élève de troisième au **collège Pasteur à Villemonble** (Seine-Saint-Denis) pour sa photographie prise au Mont-Valérien et montrant les poteaux d'exécution posés à même le sol dans la chapelle par laquelle les condamnés passaient avant d'être fusillés. « Les éclats de bois sont les cicatrices indélébiles de ceux qui sont morts sous les balles de la barbarie » écrit la jeune photographe. Simple et émouvante cette photo dit l'essentiel.

Ce montage a été estimé original, créatif et particulièrement réussi par le jury.



Le deuxième prix à **Corentin VAUCHELET**, élève de troisième au **collège Les Gaudinettes à Maranges-Silvange** (Moselle) pour sa photographie prise au camp de Natzweiler-Struthof. Cette mise en scène sobre, jouant avec la lumière naturelle de la fenêtre d'une cellule et l'ombre des ciseaux se reflétant sur le mur, suggère le désir « S'enfuir coûte que coûte », nom donné par l'auteur à son cliché.



Une Mention spéciale du jury a été accordée à **Tamara BOULAHSSA**, élève de troisième au **collège Les Gaudinettes à Maranges-Silvange** (Moselle) pour sa photographie réalisée au camp du Struthof, intitulée « À couper le souffle ». La diagonale du toit dirige inéluctablement le regard vers la potence, en arrière-plan. La luminosité presque aveuglante du fond, liée à la pénombre qui se reflète sur le baraquement, renforce le sentiment de désespoir. L'idée était pertinente et la réalisation techniquement réussie.

Annonces :

ÉVOLUTION DE LA REVUE MÉMOIRE VIVANTE À PARTIR DE 2013

La Fondation informe ses abonnés que la revue Mémoire Vivante subira une mutation en 2013. Appuyée sur un comité de rédaction élargi au monde universitaire, médical et associatif, Mémoire Vivante sera diffusée deux fois par an (parution semestrielle mai et novembre) sous la forme d'un cahier de format 15 x 22,5cm, d'environ deux cents pages, pluridisciplinaire, ouvert à la recherche et aux débats et comportant un volet informatif sur la vie associative.

La nouvelle revue portera le nom

Mémoire vivante

*Les cahiers de la Fondation pour la mémoire de la déportation
Histoire, sciences humaines, interprétation, débats...*

Le prix de l'abonnement évoluera en conséquence pour se situer aux alentours de 40 € par an (estimation provisoire qui sera confirmée avant la fin de l'année 2012).

Filmographie

Anice Clément a réalisé le film *Un tunnel pour le Reich* consacré au *Kommando* annexe du camp de Mauthausen de Loibl-Pass. Le percement d'un tunnel de liaison fut décidé par les autorités du Reich en 1943 à la frontière de la Slovénie et de l'Autriche. De juin 1943 à mai 1945, près de 3000 déportés politiques – en majorité des Français – ont creusé la montagne et aménagé ce tunnel routier dans la chaîne des Karawanken, afin de permettre aux troupes allemandes d'atteindre plus rapidement les ports de l'Adriatique et les Balkans. Ce tunnel est toujours en service.

Le documentaire permet de comprendre le fonctionnement et l'organisation du *Kommando*. Comportant des témoignages d'anciens déportés et de civils slovènes, d'une riche iconographie, de textes, documents, etc., il rend notamment hommage à Janko Tisler, ingénieur slovène qui apporta une aide importante aux déportés, au péril de sa vie.

Ce film de 55 minutes, a été diffusé en 2011 par la télévision slovène et la télévision locale du Berry. Il passera prochainement sur TV Tours. Sa traduction allemande est en cours. Il est disponible en DVD, et augmenté d'un bonus de 30 minutes (rencontre entre Roger Hassan et Henri Hochman, deux anciens du Loibl-Pass).

Prix: 20 euros, port compris.

La réalisatrice, Anice Clément, ancienne productrice à France Culture, peut organiser des projections/débats.

Pour tout renseignement et toute commande: Tél. 0683 32 50 56 ou E-mail: anice-clement@orange.fr

Mémoire Vivante – Trimestriel édité par la Fondation pour la mémoire de la Déportation – A. S. B. L. reconnu d'utilité publique (décret du 17 octobre 1990)
Placée sous le haut patronage de M. le président de la République – SIRET 380 616 433 00047 APE 913 – CCP 19. 500 23 W Paris – 30, boulevard des Invalides – 75 007 Paris
Tél. : 01-47-05-81-50 – Fax: 01-47-05-89-50 – Internet : www.fmd.asso.fr – Email : contactfmd@fmd.asso.fr

Ce numéro a été réalisé par les ÉDITIONS TIRÉSÍAS – Hall 1 – 21 rue Letort – 75 018 Paris, sous la direction de Michel Reynaud

Impression : bialec Nancy 54001 – N° 72 mars 2012 – Dépôt légal : mars 2012

Directeur de la publication : Marie-José Chombart de Lauwe – Directeur de la rédaction : Jean-luc Bellanger – Rédacteur en chef : Yves Lescure

Commission paritaire N° 0713 G 88240 – ISSN 1253-7535